

AG retraités CGT Arles 23 janvier 2025

Chères et chers camarades,

Tout d'abord, au nom du collectif de retraités de notre UL CGT, une bonne année 2025 à vous, la santé surtout, et des luttes syndicales gagnantes.

Cette introduction au débat sera largement inspirée du rapport de Nicolas Bourcy, lors de la dernière CE de l'UL !

Difficile de commencer cette nouvelle année sans évoquer la situation internationale, très préoccupante. Nouvellement élu, Donald Trump n'exclut pas d'utiliser la force militaire et économique pour s'emparer du Groenland, territoire danois riche en minéraux critiques. Discours similaire avec le Canada, le Mexique, le canal de Panama. La foulditude de décrets qu'il a signés dès le 1^{er} jour de son investiture est catastrophique à plus d'un titre. A noter aussi ses rares invités français : Zémour et maréchal-lepen ! Ça nous situe le bonhomme, ça nous situe aussi ce qui nous attendrait avec une extrême-droite au pouvoir en France ! Nous pourrons bien sûr en débattre.

Pour conserver son hégémonisme, l'impérialisme États-Unien, en perte de vitesse face à la Chine et aux nations du Sud, allume le feu dans les affaires du monde, à l'origine et au soutien de tous les conflits majeurs actuels, que ce soit au Moyen Orient ou en Ukraine.

Et pour enrichir les marchands d'armes américains, les membres de l'OTAN sont incités à augmenter leur budget de défense au-delà des 2% de leur PIB, jusqu'à 8 voire 10%.

Si nous devons prêter attention au monde multipolaire en train de naître avec les BRICS, c'est pour retrouver l'espérance dans le futur, et ne pas verser dans le catastrophisme qu'une classe dominante impose, en confondant son propre avenir avec celui que devrait suivre le reste du monde.

Si nous devons porter la Paix, c'est en faisant le lien entre le financement des guerres de l'OTAN d'un côté, et, de l'autre, la colère sociale de voir son salaire, sa pension, ses minimas sociaux, et au final son pouvoir d'achat, diminuer. Ainsi, un peu à la demande de notre collectif retraités, il devrait être posé sur la façade de la Bourse du Travail, une banderole pour la Paix, qui pourrait mentionner : "Paix et progrès social, de l'argent pour les salaires, pas pour la guerre". Concernant la paix, notre Confédération organise, ce jour même, une conférence pour la Paix, avec comme invitée d'honneur l'organisation japonaise qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2024, 80 ans après les bombardements nucléaires américains sur Hiroshima et Nagasaki.

Au moyen-orient si la trêve Israël Palestine ne peut être que la bien venue, elle reste très fragile et aurait pu intervenir dès l'été dernier sans l'entêtement irresponsable de Netanyahu.

A **Mayotte** la situation est dramatique, et les services de l'État sont dépassés voire inopérants. Il est d'ailleurs à craindre que le décompte officiel des victimes soit largement sous-estimé. Et le patronat local d'en profiter pour obtenir un allongement de la durée de la journée de travail. Les organisations de la CGT et la CGT Réunion se mobilisent pour financer l'envoi de containers à partir de la Réunion. La Fédération CGT des Ports et Docks travaille à faire partir de nouveaux containers.

Que ce soit à Los Angeles ou à Mayotte, nous pouvons constater l'incapacité des gouvernements libéraux à porter secours efficacement aux populations confrontées à des catastrophes naturelles. L'abandon de longue date des services publics ne permet plus de répondre aux besoins

des populations, déjà en temps normal, et encore moins lorsque des événements extrêmes se produisent.

Et ce n'est pas le nouveau gouvernement français qui va inverser la tendance.

Le nouveau premier ministre François Bayrou a procédé à une déclaration de politique générale, se situant très loin des attentes du monde du travail : il n'apporte aucune réponse à la question des salaires, des pensions, des services publics, et de l'emploi, notamment.

Dans un contexte où la CGT recense plus de 300 plans de licenciement menaçant quelques 200 à 300 000 emplois, où l'hôpital public est au bord du gouffre, et où le pouvoir d'achat est toujours en baisse, la priorité du gouvernement est visiblement de poursuivre la coûteuse politique de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus riches. Même le précédent gouvernement avait pointé le besoin de justice fiscale, aujourd'hui écarté d'un revers de main par le nouveau Premier Ministre !

La grave paupérisation de nos hôpitaux, de nos écoles et de nos infrastructures impose pourtant un plan de financement ambitieux et une fiscalité plus juste pour répondre aux enjeux d'avenir, au défi environnemental, au vieillissement de la population et au désenclavement de nos territoires.

Grâce à la mobilisation des soignant.e.s, le Premier Ministre annonce une très légère augmentation des dotations pour les hôpitaux et des EHPAD, mais bien loin des besoins, et recule sur le déremboursement des médicaments et des consultations médicales. Nous autres retraités d'avantage concernés, restons très attentifs.

Sur les retraites, "méthode radicale" : le grand vide ! La CGT dénonce la décision du gouvernement de ne pas abroger ni même bloquer la réforme des retraites. Nous le savons, cette réforme fait déjà des ravages : le nombre de personnes de plus de 62 ans inscrites à France Travail a déjà

augmenté de 50%. La CGT regrette que seule la vision budgétaire ait été au centre du discours, sur la base d'un rapport que même le Conseil d'Orientation des Retraites a dénoncé.

Sous la pression du rapport de force, le Premier Ministre a été obligé d'annoncer l'ouverture de discussions dans un format très nébuleux.

Pour la CGT, toute discussion ne peut être qu'une étape vers l'abrogation de la réforme des retraites. Cependant, en annonçant d'ores et déjà que l'absence d'accord se traduirait par le maintien de la réforme actuelle, le Premier Ministre biaise d'entrée de jeu les discussions et place le patronat en position de force. La CGT le réaffirme, la démocratie doit trancher. Le parlement doit pouvoir voter sans 49-3, ou bien un referendum doit être organisé. Bien sûr la mobilisation du monde du travail sera déterminante.

Sur l'immigration, le Premier Ministre préfère tendre la main à l'extrême-droite en embrassant les thèses racistes de prédilection de Marine Le Pen. Alors que la population mahoraise doit se reconstruire après le cyclone le plus meurtrier de son histoire, François Bayrou hiérarchise les victimes et appelle à l'exclusion de dizaines de milliers de personnes endeuillées.

La CGT suivra avec la plus grande vigilance le contenu du Projet de Loi de Finances et du Projet de loi de Finances de la Sécurité Sociale et réunira ses instances dirigeantes dans les prochains jours pour décider des suites. Car ce ne sont pas les moyens financiers et les richesses qui manquent dans notre pays : en 2024, les groupes du **CAC 40** n'ont jamais été aussi généreux. Les entreprises les plus riches de la Bourse de Paris ont ainsi versé près de 100 milliards d'euros (98,2 exactement) à leurs actionnaires, en rachats d'action et en dividendes, du jamais-vu. Depuis 2022, les records s'enchaînent. Les versements aux actionnaires sont désormais plus de 60 % supérieurs à leur niveau de 2019.

Pendant ce temps, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, depuis plus de 20 ans, la **pauvreté en France** continue sa progression, avec aujourd'hui plus de 5 millions de français vivant sous le seuil de pauvreté, y compris en ayant un travail et évidemment des retraités, notamment des femmes seules. Ça ne peut plus durer. Le ruissèlement par lequel nous devons prospérer est complètement inversé, défiant les lois de la pesanteur, même les petites entreprises enregistrent de plus en plus de faillites.

Ces injustices de plus en plus insupportables, amènent les salariés à se tourner davantage vers la CGT, outil de revendication, de lutte, et de transformation sociale.

Au niveau confédéral, s'agissant de l'exercice 2023, nous allons dépasser la barre des 600 000 adhérents, une première depuis 10 ans qui mérite d'être valorisée.

Notre Union Départementale progresse de plus d'un millier d'adhérents, pour s'établir à 32 078 syndiqués. Et notre Union Locale d'Arles progresse de 28 adhérents. Chez les retraités arlésiens petite progression aussi notamment chez les territoriaux et les multipros malgré les décès enregistrés (nous aurons là une pensée pour nos camarades qui nous ont quitté en 2024: René Gontier, René Bonton, François Gomez. S'y ajoute hélas Andrée Fray, décédée mardi (?), (c'était aussi l'épouse de Jacques Fray)

Autre progression de la CGT, lors des **élections TPE** : la CGT conforte sa première place à près de 28% avec un gain de un peu plus de 1%, devant la CFDT à 15% , l'UNSA à 14% et FO à 12% Toutes chutant de près de 2% ..

Ces bons résultats ne doivent pas masquer le peu de participation des salariés des TPE à ce scrutin, qui recule une nouvelle fois, à 4%. Le ministère du travail, qui n'a pas organisé de réelle campagne institutionnelle concernant un corps électoral de plus de 5 millions d'inscrits, doit en tirer tous les enseignements.

Il nous faut donc reconquérir les élections dans les Conseils de Prud'hommes, et en refaire l'étalon de la mesure de la représentativité dans le privé.

Ce 17 janvier marquait les **50 ans de la Loi Veil**, reconnaissant le droit des femmes à disposer de leur corps et légalisant l'avortement. Il faut rappeler la place particulière de la CGT dans le célèbre procès de Bobigny, qui se termina le 8 novembre 1972 et servi de prémices à la Loi Veil de 1975. En effet, la mère de la jeune fille mineure poursuivie pour avortement après un viol, était une syndicaliste de la CGT de la RATP. Aujourd'hui dans le monde, ce droit conquis de haute lutte est remis en cause dans de nombreux pays.

Nous avons en ligne de mire la journée du **8 mars**, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, en portant au coeur la question de l'égalité salariale Femmes/Hommes, avec un écart de 23% en moyenne. Cette violence économique, imposée par le patronat à l'encontre des salariées femmes, doit être combattue sans répit. Cette égalité

permettrait en outre de répondre, pour une grande partie, au financement de nos retraites.

Hier, se tenait à Paris, un rassemblement national sur les questions d'industrie, pour défendre et populariser la proposition de loi sur l'industrie portée par la CGT, et interpellé sur les licenciements en cours en exigeant un moratoire. Dans le département, le rendez-vous était donné à Marseille. En effet, dans les Bouches du Rhône, 17 652 emplois industriels sont menacés, directs et indirects.

Terminons par l'actualité de notre **Union Locale** :

Avec une rencontre avec la **sous-préfète**, à sa demande, en début d'année - une première depuis 15 voire 20 ans. Claude Mas, Nicolas Bourcy et Anne-Marie LESAGE y ont participé, pour évoquer les graves problèmes de l'hôpital d'Arles, de l'emploi dans les domaines de la logistique, de l'hôtellerie/restauration, de l'agriculture, et des luttes à Transdev et au Muséon Arlaten ; et bien sûr pour évoquer la lutte pour nos locaux. La sous-préfète a été à l'écoute, mais attendons de voir si cela débouchera sur un travail plus approfondi.

Sur la bataille pour nos **locaux**, la Bourse du Travail, la Direction des Bâtiments de la ville d'Arles, a souhaité rencontrer la direction de notre Union locale, c'était la semaine dernière, pour présenter le projet d'aménagement de l'aile sud. Ce projet prévoit de nous attribuer 3 bureaux de 11 m² chacun, à côté des Unions Locales FO et CFDT. Nous passerions donc de 400 m² à 33 m². Pas de salle de réunion propre, pas de locaux techniques pour nos archives et notre matériel : cette attaque doit renforcer l'action que nous menons pour conserver notre outil de lutte.

L'initiative du **19 décembre** lors du Conseil Municipal, en lien avec la LDH exclue de la MDVA, a été une réussite.

Le **8 janvier** le comité de soutien s'est réuni, il va se transformer en Collectif Arlésien de Défense des Libertés Associatives, Syndicales et Citoyennes, dont la réunion de lancement se tiendra le **4 février** prochain, ici même. Vous y êtes largement invités. Le but est d'élargir notre lutte à tous ceux qui subissent une attaque sur leurs locaux, leurs subventions, leurs moyens de fonctionnement, ...

Prochaine initiative, vendredi **24 janvier** à 17h30 dans nos locaux, avec une conférence de l'historienne Michelle TARTAKOWSKY autour de son dernier livre « Bourses du Travail, les syndicats en leurs murs » : nous vous invitons à venir nombreux et nombreuses à y assister.

Autres dates ou initiatives à venir, et à retenir :

- Initiative de l'UCR, rejointe par certaines organisations du groupe des 9, deuxième quinzaine de mars, pour la défense de notre pouvoir d'achat. Sachant que quasiment toutes les semaines un politicard ou un économiste sorti du chapeau, propose une mesure visant à ponctionner ces privilégiés de retraités (suppression de l'abattement des 10% pour les impôts, alignement de la CSG, augmentation des impôts pour les retraités les plus aisés,...) Apparemment devant le tôle général, c'est abandonné, mais jusqu'à quand ?! Si manif sur Arles nécessité du nombre !
- Congrès de notre Union Locale prévu les 12 et 13 juin, bien sûr les retraités auront y prendront toute leur place.
- 2025 c'est aussi les 80 ans de la sécu, formidable institution que patronat, droite et son extrême s'attachent à détricoter. Nous allons réfléchir à des initiatives pour la défendre. Déjà, avec UL conférence sur Ambroise Croizat, par son petit-fils envisagée. Il nous faudra aussi développer, expliquer, convaincre, comment des financements sont possibles ; faisons payer les très riches ! N'hésitez pas si idée !

-

Voilà, désolé d'avoir été un peu long, mais l'actualité est dense mais pas désespérante. En 2025, plus que jamais nous devons nous mobiliser, pour des luttes gagnantes ! Merci ! A vous la parole...

Remerciements participants

Et dans le débat :

Ambroise Croizat

LSR

Renforcement du collectif retraités

Bilan financiers multipros.

Vie nouvelle

Transports gratuits codef